



La guerre contre l'Iran : un tournant pour Téhéran et l'ordre international

En quoi cette guerre refonde-t-elle la République islamique, révèle-t-elle le deux poids deux mesures de l'ordre international et cristallise-t-elle des conflits civilisationnels ?

Patrick Ringgenberg

lun. 30 mars 2026

Introduction - Etat des lieux et dynamiques de la guerre

Alors que la guerre fait encore rage, les semaines écoulées révèlent peu à peu les éléments de la stratégie iranienne, entre guerre totale, défense proactive et riposte échelonnée. Maître de leur espace et du calendrier, les Iraniens entrelacent des objectifs militaires, économiques et politiques, jouant sur une stratégie graduée et une réactivité multiforme : infliger des dégâts dissuasifs à Israël et à la présence

états-unienne aux Moyen-Orient ; créer un jeu de pressions économiques en poupées russes et à effet domino, pour affecter les États-Unis, une Europe majoritairement vassale des USA, les pétromonarchies du Golfe, et en définitive la planète entière, en vue de provoquer une convergence de pressions sur les pyromanes du Moyen-Orient ; épuiser voire fracturer la société israélienne, et éventuellement la retourner contre la politique de son gouvernement ; susciter une crise politique aux États-Unis qui surviendra forcément lorsque, par-delà l'augmentation du prix des carburants, le véritable coût de la guerre – de l'ampleur des destructions au nombre réel de morts et de blessés – sortira du couvercle de la propagande de guerre et des *black-out* médiatiques. Sur plusieurs fronts, avec des échéances différentes – suffocation économique des pays du Golfe, vulnérabilité devenue intolérable d'Israël, pertes américaines ou dégradation de l'économie mondiale –, l'Iran cherche à créer des points de bascule lui permettant de finir la guerre sur ses propres termes.

La résistance iranienne est, pour les Iraniens, une première victoire : une puissance régionale réplique à la première puissance mondiale, en jouant sur tous les registres de la guerre asymétrique, en exploitant pleinement son environnement géostratégique et l'interconnexion mondiale du commerce, en maîtrisant les différentes temporalités politiques, géopolitiques, économiques et psychologiques. Si l'Iran pâtit des destructions, et si son économie s'affaiblira inévitablement, l'Iran sait déjà que sa capacité de dissuasion est efficace et le restera : sa position géographique centrale comme ses ressources naturelles resteront inchangées ; la pertinence de sa stratégie, comme ses capacités technologiques, également, et elles connaîtront des évolutions et des adaptations ; et si l'Iran n'a pas développé d'armement nucléaire, les événements le poussent presque inévitablement à songer à une protection nucléaire, soit en produisant lui-même de telles armes, soit en les acquérant d'un autre pays, soit en se plaçant sous le parapluie nucléaire d'un pays allié.

L'art et la manière de sortir de cette guerre sont à ce jour incertains, même si idéalement l'Iran entend poursuivre ses actions jusqu'à une forme de renoncement ou de capitulation (même déguisée) de ses adversaires. Il a d'ores et déjà le moyen de peser sur l'exigence de contreparties : garantie pérenne de non-agression de la part des États-Unis et d'Israël, même si la riposte iranienne peut constituer en soi un avertissement dissuasif contre de futures attaques ; versement de réparations pour les dommages de guerre, même si l'Iran sera en mesure de prendre ce que sans doute on lui refusera, par des taxes sur le détroit d'Hormuz, ses exportations de pétrole et de gaz et de nouvelles règles commerciales avec ses partenaires et voisins ; levée des sanctions mises en place depuis des décennies par les États-Unis, bien que l'Iran n'attendra sans doute pas un abandon (peut-être hypothétique, en tous les cas

compliqué) des sanctions pour ajuster son écosystème économique ; droit à l'enrichissement nucléaire selon le traité de non-prolifération, si tant est que l'Iran se sente encore tenu de respecter un traité qui le contraint sans avantages et de collaborer avec un organisme – l'A.I.E.A. – au jeu trouble.

Dans plusieurs domaines, l'Iran sortira gagnant quoi qu'il en soit. En bombardant les bases états-uniennes du golfe Persique et d'Irak, il entend chasser les Américains de la région : soit les États-Unis décident de s'en retirer définitivement, ce qui permettra à l'Iran d'établir un nouveau rapport de force avec les royaumes ou États de la région ; soit les États-Unis maintiennent une présence qui, quelle qu'elle soit, sera inévitablement vulnérable, et rendra vulnérable tout territoire accueillant cette présence. Sur mer, comme depuis la côte, le détroit d'Hormuz restera sous le contrôle militaire de l'Iran et demeurera donc un atout stratégique, un levier économique et le cimetière de toute force armée voulant forcer un blocus imposé par l'Iran. Quant aux pays du Golfe, qui se sont enrichis et développés depuis quatre décennies grâce à la marginalisation d'un Iran sous embargo, ils ont compris leur fragilité structurelle : si loin des États-Unis, si proches de l'Iran, ils sont à la merci d'un paradigme géostratégique dans lequel Israël, pays occidentaliste, monopolise toutes les priorités occidentales.

Israël et les États-Unis croyaient pouvoir mettre fin à un « régime islamiste » ; c'est l'empire iranien qui contre-attaqua ; il en sortira une puissance régionale, islamo-nationaliste, plus ou moins renouvelée dans ses fondements « révolutionnaires », plus profondément encore dans son axe impérial-religieux. Dans les négociations, les demandes maximalistes d'un pays ne sont presque jamais honorées, et l'Iran, même dans une position de force, devra sans doute déchanter sur bien des points. Sortir d'un conflit la tête haute est une chose, mais la gestion de l'après-guerre s'avère souvent bien plus délicate et difficile. Par-delà l'unité nationale autour de la défense du pays, les divisions politiques, les tensions sociales et les problèmes économiques reviendront très vite sur le devant de la scène iranienne. En prolongement de « Pourquoi l'Iran a déjà gagné la guerre » publié le 9 mars 2026, cet article voudrait évoquer quelques enseignements de cette guerre : pour l'Iran, pour la géopolitique mondiale, pour la question palestinienne.

Une refondation de la République Islamique d'Iran ?

Déconstruire le « régime iranien »

Si l'objectif fut le renversement du « régime iranien » par une « frappe de décapitation », l'opération fut déjà un échec le premier jour. La raison essentielle en est une ignorance fondamentale de la structure politique de l'Iran, plus largement

de sa société et de sa culture, et que révèle déjà l'usage abusif de l'expression « régime iranien ». S'il trahit une forme de mépris (parle-t-on du « régime français » ou du « régime états-unien » ?), il sous-entend deux préjugés ou deux erreurs d'appréciation.

Le premier est que la République islamique, fondée à la suite de la Révolution islamique de 1979, possède une légitimité faible, car elle constituerait un système nouveau, imposé artificiellement, et que l'on pourrait donc aisément ébranler voire renverser. La République islamique est en effet une architecture nouvelle dans son hybridité, entre démocratie, république jacobine et guidance religieuse. En revanche, en son fond et dans son fonctionnement, elle s'enracine dans des expériences, des organicités et des structurations politiques anciennes. Son parlementarisme vient de la Révolution constitutionnaliste de 1906, qui vit l'institution d'un Parlement et la rédaction d'une Constitution. On peut même voir dans l'exemple du Prophète Muhammad, qui consultait volontiers sa communauté sur certaines décisions, l'enracinement islamique d'un principe de consultation délégué au peuple. La présence de la religion dans l'armature politique trouve son origine au 16^e siècle, lorsque le royaume persan devint chiite et que la royauté fut dès lors intimement liée à un clergé qui s'était constitué depuis des siècles comme un socle et un guide de la communauté chiite.

La nouveauté – et le modernisme – de la République islamique est l'institutionnalisation d'une guidance religieuse sommitale et dialectique à l'intérieur d'un organigramme républicain, bien que la notion de guidance au sens chiite du terme soit ancienne et remonte en fait à l'apparition même de la sécession chiite après la mort du Prophète en 632. Plus lointainement encore, la connexion entre pouvoir et religion remonte à l'Antiquité, où les rois achéménides et sassanides affirmaient tenir leur force et leur sagesse du dieu zoroastrien Ahura Mazda. Quant à son appareil administratif, il suffit de rappeler que depuis le 6^e siècle avant notre ère, et même après l'arrivée de l'islam, au service des califes abbassides ou des souverains turcs, les Iraniens ont l'habitude de gérer des royaumes et des empires. Loin d'être seulement affaire de compétence technocratique, l'administration iranienne, tenue historiquement par des lettrés aux savoirs multiples, fut également un véhicule de transmission de la culture iranienne et donc une colonne vertébrale de l'identité pendant des siècles. L'administration iranienne a été occidentalisée par la dynastie Pahlavi (1925-1979), mais elle s'enracine dans des expériences gestionnaires et protocolaires séculaires. Enfin, il y a une vraie continuité entre la monarchie Pahlavi et la République islamique en termes de développement des industries et des infrastructures et du principe même de modernisation administrative.

Le second préjugé est que la gouvernance iranienne serait comme une île coupée de la population, et qui devrait s'imposer par la force pour pallier un manque crucial de légitimité. Qu'il y ait un hiatus entre la population et l'État est une chose connue, et pour autant qu'on puisse s'en rendre compte, c'est une réalité ancienne. Au 19^e siècle, le comte de Gobineau écrivait que les Iraniens « verront indifféremment passer sur leurs têtes les gouvernements les plus divers sans s'éprendre ni des uns ni des autres » (*Trois ans en Asie*, 1859). C'est d'ailleurs l'une des raisons invoquées de l'autoritarisme récurrent des gouvernances en Iran. Par manque d'un contrat social entre gouvernants et gouvernés, ou d'un cadre légal fixe légitimant telle souveraineté, le pouvoir devait compenser une légitimité faible par une présence forte, occasionnellement violente. La population, quant à elle, autonomisée en cellules familiales et structurée parallèlement par des appartenances tribales, corporatistes ou religieuses, se contentait de subir et d'obéir, sans craindre de se révolter occasionnellement contre une politique royale jugée injuste ou illégitime. On a ainsi pu évoquer une dynamique d'écart entre un pouvoir qui entend imposer ses programmes, et une population qui, sans grand sens civique, ne collabore pas, ce qui entraîne un renforcement de l'autoritarisme politique et corrélativement des stratégies accrues d'évitement et le désengagement civique de la part de la population. Dans l'Iran d'aujourd'hui, on peut observer, à divers degrés, ces problématiques sociopolitiques.

Toutefois, la monarchie Pahlavi puis la République islamique, par l'effet d'une politique volontariste ou parfois sans le chercher, ont aussi réduit cet écart entre gouvernance et population. La création d'une classe moyenne suite à l'industrialisation, à l'urbanisation et à l'occidentalisation de la société, tout comme la politique révolutionnaire qui a créé une nouvelle génération d'hommes et de femmes (le « féminisme islamique ») impliquée dans la vie de l'État et du pays, ont modifié la sociologie de l'Iran, l'économie de la société et le rapport des individus au politique. Il existe toujours des écarts entre les différentes instances du pouvoir (État profond et vie républicaine), entre les élites et la population, entre une gouvernance autoritaire et une population qui l'endure ou s'en accomode. Toutefois, d'autres éléments contribuent à organiquement lier les Iraniens, à commencer par le nationalisme, qui les unit dans toutes les crises menaçant le pays : ce fut le cas lors de la guerre Iran-Irak (1980-88), qui vit les Iraniens s'unir pour défendre leur pays en dépit de leurs divisions politiques, voire ethniques ; c'est largement le cas dans la guerre actuelle. Pour les Iraniens d'Iran, les changements, qu'ils soient politiques et sociaux, viendront du pays même, de ses forces internes, non de l'étranger, et encore moins sous la pression d'une guerre. Protéger l'intégrité de la nation contre l'agression actuelle ne signifie pas, pour eux, acquiescer à toutes

les politiques gouvernementales : c'est seulement assurer la survie de la patrie, condition préalable à des changements de l'intérieur que seule la population vivant en Iran a le pouvoir et la légitimité d'opérer.

L'Iran de ces trente dernières années et l'Iran à venir

L'élection du président réformateur Mohammad Khatami en 1997, puis sa réélection en 2001, témoignaient d'un pays qui changeait. La montée de nouvelles générations, les leçons et déceptions de la Révolution islamique, l'arrivée d'Internet, la conscience croissante au plus haut niveau de l'État que le nationalisme était en définitive le plus grand dénominateur commun des Iraniens, la politique à la chinoise du président Rohani (l'ouverture du pays par l'économie) ont façonné l'Iran ces trente dernières années. Un changement de doctrine vit aussi le jour parmi les milieux conservateurs qui, pendant deux décennies, entendaient moraliser la société, la re-islamiser de gré ou de force. Face à la fuite des cerveaux, à des Iraniens s'évadant vers les plages et les discothèques de Turquie, à l'émergence d'une jeunesse qui n'avait connu ni l'époque Pahlavi ni les idéaux révolutionnaires de leurs parents, un changement de doctrine s'opéra graduellement. Au tout-répressif, les gouvernances préférèrent développer dans le pays ce que les Iraniens, jeunes ou moins jeunes, entendaient trouver à l'étranger. Les années 2000 virent progressivement se mettre en place une société de loisirs, la construction de *shopping mall* à l'américaine, la multiplication des coffee-shops, l'intensification publique d'une vie culturelle (concerts, théâtre, expositions, cinémas) auparavant limitée, contrainte, voire cachée, ou encore une permissivité plus grande pour l'alcool, les fêtes privées, les formes de hidjab ou les relations publiques des couples non mariés.

Sur bien des aspects, la société a connu à la fois une certaine libéralisation et l'émergence d'un nouveau paradigme sociopolitique. Ainsi, au début des années 2000, hommes et femmes devaient être séparés dans les fêtes de mariage, et seule la corruption permettait, dans des jardins privés, une mixité des invités ; aujourd'hui, des organisations officielles offrent des salons de mariage où hommes et femmes sont ensemble, alors que d'autres salons permettent toujours une division spatiale des sexes pour correspondre à des groupes sociaux plus traditionnels et en fait majoritaires. Les années 2010 ont vu le développement d'une nouvelle génération d'entrepreneurs, pas toujours ou forcément religieux, mais foncièrement nationalistes, et qui s'inscrivent dans une forme de nouveau contrat avec l'État : allégeance au principe de la République islamique en échange de la liberté de développer leur entreprise. Le rapport est gagnant-gagnant : l'État bénéficie de l'apport des entreprises créées, une génération d'industriels s'épanouit, et le nationalisme est le ciment « naturel » d'individus (élites étatiques, para-étatiques ou

privées) aux positionnements politiques ou religieux divers et parfois contradictoires. Enfin, politiquement, la République islamique a fait sienne un discours plus impérial que panislamique, plus nationaliste que religieux, montrant encore une fois la complexité intrinsèque du système iranien, à la fois État-nation, République impériale, patrie religieuse et pays de religions.

C'est cet Iran-là, en mouvement, qui a été attaqué. À la lumière des mutations politiques et sociologiques de l'Iran, que le soussigné suit depuis 2000, on peut s'interroger sur la trajectoire future du pays. La guerre Iran-Irak offre peut-être un point de repère. Elle fut initiée par une agression de Saddam Hussein, président sunnite qui craignait un débordement de la révolution iranienne dans son pays composé d'une majorité de chiites. Contre toute attente, les Iraniens firent front et la guerre installa un rapport nouveau entre le politique, le militaire et la population. Le renversement du roi Pahlavi en 1979 montra que l'armée iranienne, une des premières du monde, fut néanmoins incapable de sauver la monarchie. D'où la création, au printemps 1979, du corps des Gardiens de la Révolution, puis en automne de la même année d'un corps de volontaires, le Bassij, à qui la nouvelle République islamique assigna le devoir sacré de protéger la République islamique, contre toute tentative de coup d'État royaliste et contre tout ennemi, intérieur et extérieur, pouvant la menacer. La guerre avec l'Irak permit la montée en puissance des Gardiens de la Révolution, force terrestre devenue également maritime et aérienne, puis complexe militaro-industriel après la guerre. Toute une génération de militaires, d'officiels et de politiciens iraniens est ainsi « née » avec la guerre Iran-Irak, en apprenant une gestion du pays dans un contexte de crise maximal, et en investissant par la suite tous les postes à responsabilité – militaires, politiques, administratifs, universitaires ou autres. On peut supposer que les guerres israélo-américano-iraniennes produiront, au moins partiellement, un effet analogue : une ancienne garde y trouve un prestige nouveau, alors que de nouvelles générations sont forgées par le feu et acquièrent, au travers d'une expérience intense, une expertise militaire, gestionnaire, diplomatique et politique unique. Tout cela peut revitaliser une République islamique qui, originellement, s'était fondée sur la restauration d'une nouvelle identité, contre les ingérences occidentales (surtout états-uniennes) et au nom d'un recentrage sur des valeurs religieuses millénaires.

Certes, 1979 n'est pas 2026 : il ne peut s'agir d'un simple « *reset* » révolutionnaire. On ne peut effacer les changements sociopolitiques des deux dernières décennies : la prégnance du nationalisme, les diverses sécularisations à l'œuvre, les conséquences du mouvement « Femme, Vie, Liberté », les enjeux économiques, la diversité culturelle d'une société iranienne plus occidentalisée et politiquement plus mature qu'il y a quarante ans. Mais on peut spéculer que le discours officiel de l'État capitalisera sur la résistance à l'agression américano-israélienne et que seront

renforcés une fierté nationaliste et un sentiment religieux, avec à la clef un regain identitariste, une certaine militarisation de l'appareil d'État et de nouveaux mots d'ordre culturels. On peut craindre qu'au moins pour un temps le contexte sécuritaire d'après-guerre ne limite les expressions de la société civile, créant de nouveaux contrôles sociaux et un nouveau régime de surveillance et de censure. Ce contexte ne sera sans doute pas plus favorable à l'exercice d'un *soft power* iranien qui, du tourisme à différentes initiatives internationales, contribuerait, au moins partiellement, à promouvoir un regard alternatif sur le pays. C'est là, de toute manière, une faiblesse systémique de la politique iranienne. Malgré tous ses atouts culturels, et en dépit de projets prometteurs sous le premier mandat de Mohammad Khatami (1997-2001), l'Iran n'a pas pu, n'a pas su ou n'a pas voulu développer, à destination surtout des pays occidentaux, une politique culturelle ou touristique ambitieuse, cohérente et efficiente.

Les inflexions futures du discours national dépendront fortement du nouveau Guide suprême, Mojtaba Khamenei (né en 1969), fils d'Ali Khamenei, assassiné au premier jour de la guerre. Peu de choses ont filtré sur les dessous de cette élection, mais elle a sans doute été largement dictée par les circonstances. Le choix du fils d'Ali Khamenei, Guide suprême entre 1989 et 2026, assure, dans un contexte de guerre et de crise, une continuité de doctrines, d'allégeances et de réseaux, en dépit de la problématique posée par un choix qui s'apparente à une succession dynastique. Dans un contexte plus apaisé, le processus de nomination aurait été sans doute plus ouvert. Formé par son père, Mojtaba Khamenei appartient néanmoins à une autre génération, et la direction qu'il imprimera au pays dépendra d'un ensemble complexe de facteurs, de l'état (mental, économique, culturel) d'un pays complexe aux nouveaux rapports de force et diplomatiques de l'après-guerre. Dans la mesure où le choix de Mojtaba Khamenei semble s'inscrire dans une logique d'urgence nationale plus que de priorité religieuse d'orientation, la situation rappelle, à certains égards, l'élection de son père. En 1989, Ali Khamenei fut choisi pour des motifs plus politiques que religieux : il n'avait pas alors le degré d'ayatollah requis pour la fonction, et la Constitution de 1979 fut modifiée pour permettre une élection qui amorçait un nouveau cycle – postrévolutionnaire – du pays. En s'appuyant sur les Gardiens de la Révolution et en favorisant l'intégration des clercs dans les organismes d'État, Ali Khamenei provoqua des mouvements complémentaires de militarisation de la société et d'étatisation des religieux, qui ont renforcé l'armature interne du pays, professionnalisé les acteurs politiques et institutionnalisé les équilibres militaro-religieux.

Si la guerre soude les Iraniens, l'Iran d'après sera confronté à ses problématiques antérieures : les difficultés économiques considérables, dues à l'embargo comme aux dysfonctionnements étatiques et nationaux, et auxquelles s'ajouteront les

dommages de guerre ; une société civile à plusieurs vitesses, aux intérêts et aux cultures différents ou divergents ; les dialectiques entre occidentalisation et traditionnalité, religion étatisée et nationalisme séculier, familialisme et individualisme. La guerre provoquera très certainement, dans une partie des élites, une radicalisation d'un discours antioccidental et antiimpérialiste, qui pèsera sur le climat politique interne de l'Iran comme sur les entreprises diplomatiques. Une autre série de questions se pose à propos de la diaspora iranienne, principalement en Europe, aux États-Unis et au Canada, façonnée par vagues au cours des décennies, et qui entretient des rapports kaléidoscopiques avec l'Iran : depuis les opposants qui ont fêté le bombardement de leurs concitoyens en brandissant les portraits de Reza Pahlavi et en espérant la « chute du régime », aux immigrants économiques, patriotes, plus ou moins critiques de la République islamique, mais soutiens néanmoins de la résistance iranienne. Cette guerre et ses suites vont certainement créer de nouvelles dynamiques, d'abord au sein des Iraniens d'Iran et des Iraniens de l'étranger, puis dans les rapports entre les communautés d'Iran et du non-Iran.

Ce que la guerre contre l'Iran révèle de l'ordre international

La Perse et les empires occidentaux

À l'heure de ces lignes, l'Iran a refusé toute négociation et entend poursuivre ses opérations jusqu'à ce qu'il atteigne ses objectifs. Quels sont-ils ? On peut spéculer qu'il s'agit d'obtenir un nouveau rapport de force suffisamment significatif pour obliger les États-Unis et Israël à accepter, non seulement un cessez-le-feu, mais une véritable solution diplomatique, pérenne et garantie, au conflit. L'analyse de l'Iran, qui par deux fois a été attaqué en pleine négociation, est simple : seule la force vaincra la force ; seule la violence de la riposte éteindra une autre tentation d'agression. Sans spéculer sur les scénarios de fin de conflit – accord multipartite, désengagement américain, escalade nucléaire, etc. –, il est déjà permis d'évoquer la signification de cette guerre dans le moment historique que nous vivons : celle d'une mutation géopolitique, qui voit un ordre né de la Deuxième Guerre mondiale, plus lointainement de la Renaissance, se transformer progressivement, avec la montée en puissance d'autres acteurs internationaux (Chine, Russie, Inde, Asie du Sud-Est, Brésil), des nouvelles recompositions de pays « non-alignés (BRICS+), des enjeux mondialisés (économiques, technologiques, écologiques, migratoires, etc.) qui affectent la planète entière et des pays interconnectés comme jamais.

Dès la fin du Moyen-Âge s'amorcèrent en Europe des changements profonds, qui mettront des siècles à s'épanouir dans tous leurs effets : un nouveau rapport au religieux suite à l'avènement du protestantisme et aux guerres de « religions », conduisant aux formes modernes de laïcité, de sécularisme et d'universalisme ; le développement de l'État moderne et du nationalisme, aboutissant à un ordre international d'États-nations, rivaux dans leurs intérêts, liés par des diplomaties ; un rationalisme philosophique qui, de Kant à la philosophie analytique, a peu à peu conçu un univers sans métaphysique ; un développement scientifique et technique, donnant naissance à la révolution industrielle du XIXe siècle, à la révolution informatique contemporaine, et affirmant une vision du monde essentiellement matérialiste et agnostique.

Ce modèle de développement européen (ordre géopolitique westphalien, capitalisme industriel, rationalisme philosophique, normativité scientifique) a été peu à peu mondialisé avec les empires coloniaux, des Amériques à l'archipel indonésien : dans un premier temps par les Espagnols et les Portugais au 16e siècle, puis par les Anglais, les Français et les Hollandais entre le 17e et le début du 20e siècle. La première phase de l'impérialisme occidental, qui a détruit les civilisations aztèques et incas, fut l'alliance du militaire, du missionnaire et du marchand. Puis le colonialisme répondit surtout à des enjeux économiques (la Compagnie des Indes orientales, l'Empire britannique), projetant sur la planète entière la concurrence entre les nations européennes. Partout, la mondialisation a occidentalisé, à divers degrés : elle a converti des peuples au christianisme (Amériques), détruit des cultures anciennes, et apporté partout ce que nous appelons la modernité – des techniques et des industries, des organisations administratives, des fonctionnements économiques, des concepts politiques, des formes d'arts. Partout, cette occidentalisation a créé des tensions et des émulations, des synthèses et des schizophrénies : des différends et des accords entre tradition et modernité, religion et sécularisation, identité locale et influences étrangères, national et international. Aujourd'hui, ces enjeux demeurent, malgré (parfois à cause de) la fin des empires coloniaux et l'avènement d'un monde multipolaire.

C'est à la lumière de cette histoire longue que l'on peut comprendre la position et les enjeux pluridimensionnels de l'Iran. La Perse fut entraînée dans l'histoire des empires coloniaux européens dès le 16e siècle. La prédation occidentale commença, timidement, avec les capitulations safavides (des privilèges commerciaux parfois excessifs accordés aux commerçants européens) ; elle se poursuivit avec la mainmise de l'Angleterre au 19e siècle, rivale de la Russie en Iran et en Asie centrale, puis par l'influence américaine prépondérante après la Seconde Guerre mondiale. L'influence européenne, ponctuelle et marginale à l'époque safavide, devint de plus en plus forte au long du 19e siècle des Qadjars. La politique Pahlavi

d'occidentalisation et de sécularisation à marche forcée engendra une série de fractures sociales, culturelles et économiques, en sorte que la Révolution islamique fut une sorte de choc en retour et un rééquilibrage en partie inévitable. À rebours d'une occidentalisation agnostique, individualiste et consumériste, la Révolution voulut établir un autre contrat social fondé sur des valeurs religieuses, islamiser la société comme les sciences ou la culture, faire du pays le cœur impérial d'un panislamisme et d'une défense des opprimés. Souvent, ces idéaux ont été vite détrompés ou altérés, et les excès révolutionnaires provoquèrent des évolutions hétérogènes à l'intérieur d'une société animée d'une tripolarité identitaire (iranienne, islamique chiite, occidentalisée) et qui, en raison de sa pluralité, ne se laisse jamais enfermer dans une politique unilatérale et exclusive. Quoiqu'il en soit, la Révolution islamique a voulu recentrer le pays sur un axe souverainiste, non-occidentaliste et islamique, même si l'occidentalisation de la société n'a jamais cessé, et si une prédominance du discours nationaliste ces vingt dernières années donne à l'Iran la couleur d'une république iranienne plus qu'islamique.

L'Iran et le néoimpérialisme occidental

La guerre actuelle met en relief ce qui fut un axe fondateur de la Révolution islamique : l'anti-impérialisme, à savoir la dénonciation d'un système mondial, apparemment fondé sur des règles, mais en réalité largement soumis à un projet et un narratif occidentalocentriques. Si l'ordre international a toujours oscillé entre volontés de régulation, loi de la jungle et *shopping mall* planétaire, la guerre actuelle ne fait que conforter, au point de vue iranien, la perception d'un ordre *a priori* multilatéral mais en fait foncièrement déséquilibré et unilatéralement dominé par les États-Unis. Créés par des Occidentaux, qui s'inspiraient des concepts européens d'État-nation et du type de relations interétatiques fondées par le Traité de Westphalie (1648), les institutions, lois et arbitrages internationaux sont à géométrie variable. Théoriquement fondés sur une équité juridique, ils sont en pratique dépendants des rapports de force, des configurations géopolitiques, des ambitions expansionnistes ou dominatrices de certaines puissances.

Pour l'Iran, la question du nucléaire illustre cette partialité du droit international, instrumentalisée par les plus forts pour des intérêts géostratégiques particuliers. Il y a au moins trois poids trois mesures : entre la Corée du Nord (fière d'avoir la bombe, et qui peut négocier en force grâce à elle), Israël (qui a la bombe, mais ne l'avoue pas, qui n'a pas signé le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et à qui personne ne reproche d'avoir amorcé la nucléarisation du Moyen-Orient), et l'Iran qui n'a pas la bombe, a signé le traité de non-prolifération, qui se soumet aux contrôles de l'A.I.E.A., mais qui a peu reçu en échange et se voit traité en État voyou. De fait, à éclairer la question du nucléaire iranien par l'histoire longue, on

peut l'interpréter comme le prétexte d'une politique néoimpérialiste, héritière de l'impérialisme occidental au Moyen-Orient depuis au moins le 19^e siècle, et qui entend contrôler, sous n'importe quel alibi, ce carrefour énergétique, commercial et stratégique qu'est l'Iran.

Les discours sur la « démocratisation » de l'Iran suivent la même logique masquée. On entend apporter la démocratie à la République islamique en bombardant des sites aussi bien civils que militaires, mais aucune action militaire n'est prévue pour démocratiser la monarchie saoudienne. Vouloir un « régime iranien » plus amical (pour les États-Unis) ne signifie rien d'autre que replacer l'Iran dans l'orbite états-unienne à des fins géostratégiques et économiques : contrecarrer l'influence russe et les projets chinois au Moyen-Orient ; satisfaire une Arabie saoudite et les pétromonarchies du golfe Persique, qui seraient immanquablement affaiblies et marginalisées si l'Iran, puissance régionale historique, se développait dans toute sa plénitude. La guerre actuelle est, sous ce rapport, une guerre néoimpérialiste qui conforte l'Iran dans son analyse de l'ordre international : seuls comptent les rapports de force ; il est exigé une subordination volontaire ou passive aux États-Unis et à ses alliés sous peine d'être sanctionné et ostracisé ; l'occidentalocentrisme du système nourrit l'hypocrisie des discours, dont les *leitmotifs* (droits de l'homme, démocratie, etc.) légitiment en fait des volontés prédatrices. Ce n'est peut-être pas un hasard si, de tous les pays européens, seule l'Espagne a vigoureusement, et à contre-courant, dénoncé l'agression américano-israélienne. Fondatrice avec le Portugal des premiers empires coloniaux au 16^e siècle, l'Espagne connaît aujourd'hui des courants politiques sensibles à la question de l'impérialisme et pour lesquelles l'attitude occidentale à l'égard de l'Iran se situe bel et bien dans un dessein néoimpérialiste.

L'Iran fait, du reste, également l'expérience des divisions du monde musulman. Le 16 mars 2026, un jour avant sa mort dans une frappe israélienne, Ali Larijani avait adressé un appel à l'umma, la communauté des musulmans, lui demandant de résister à Israël et aux États-Unis. La stratégie de l'Iran face à l'attaque américano-israélienne lui vaudra une popularité certaine dans nombre de populations musulmanes. La coordination entre l'Iran, le Hezbollah, des milices pro-iraniennes en Irak et les Houthis du Yémen a également redonné des couleurs à un « axe de la résistance », que l'on aimait croire affaibli et contrôlé. Par-delà des renouveaux régionaux d'alliances, de ferveurs et d'idéaux de combat, on peut néanmoins douter que l'appel à l'umma ait un impact significatif dans une constellation de pays islamiques aux histoires diverses, aux intérêts rivaux et aux islams culturellement et historiquement différents. Dès la mort du Prophète Muhammad, la communauté musulmane a été divisée sur le plan religieux (scission entre sunnites, chiites, kharidjites, etc.), politique (fragmentation dynastique du monde musulman, puis

division en États-nations), ethnique (le monde musulman est une mosaïque de peuples) et culturel (la religion est toujours inscrite dans une culture qui façonne son vécu).

À la Révolution islamique, l'Iran, prolongeant une volonté de rayonnement impérial, voulut être le fer de lance de l'islam dans le monde. Il se heurta pourtant à la *realpolitik* et aux clivages intra-musulmans. L'Iran musulman est chiite, alors que l'islam majoritaire est sunnite. La convergence religieuse peut opérer jusqu'à un certain point et dans certaines circonstances, mais elle ne saurait occulter ou minimiser le rejet sunnite du chiisme et l'accusation chiite d'un sunnisme qui aurait dévié de l'islam originel. La guerre Iran-Irak fut exemplaire de ces tensions, et contribua du reste à revivifier un nationalisme iranien que l'ayatollah Khomeini entendait mettre en veilleuse au nom de l'unité supérieure de l'umma. Alors que l'Iran prenait fait et cause pour les Palestiniens, l'Organisation de libération de la Palestine se rangeait aux côtés de l'Irak contre l'Iran ; et alors que les révolutionnaires dénonçaient Israël comme l'« État sioniste », avant-poste proche-oriental de l'impérialisme occidental, Israël aidait financièrement et logistiquement l'Iran dans sa guerre avec l'Irak.

On ne peut donc comprendre le souverainisme impérial et le protectionnisme culturel de l'Iran contemporain si l'on ne quitte pas un discours occidentalocentrique, qui entend être l'arbitre des civilisations, du droit et des valeurs. La diversité culturelle du monde est une évidence quotidienne, mais il est un égocentrisme culturaliste qui veut voir dans un type de pays occidental le stade achevé d'un État, une mesure de civilisation et une référence de développement socio-identitaire. À entendre ou à lire les innombrables analyses sur ce conflit, on ne peut que constater à quel point elles sont, dans leur écrasante majorité, soumises à des paradigmes dominants, à savoir une vision du monde occidentalocentrique et un paradigme géostratégique américain. Corollairement, il est une ignorance quasi-institutionnelle ou des partis pris presque systématiques sur les pays et les cultures non-occidentaux, sous-tendus dans le pire des cas par de l'islamophobie, des xénophobies culturelles ou un mépris impérialiste voire colonialiste.

À la lumière du conflit actuel et de son traitement médiatique, on y verra bien sûr le poids des *lobbies* américains et pro-israéliens, qui ont financé pendant des décennies, dans les *think tanks*, les universités ou les médias, des analyses du monde orientées, unilatérales, truffées d'angles morts et de points aveugles, et qui sont aujourd'hui une machine de guerre pour accompagner les bombes ou brouiller toute perception nuancée et pluraliste des événements. Mais plus largement, il est une image projective de l'Iran, entre diabolisation et clichés orientalistes, devenue un *habitus* qu'épousent sans réfléchir et sans remise en question la plupart des

journalistes et des experts de plateau. Cet *habitus* s'inscrit dans un cadre plus large : un paradigme occidentalocentrique, enraciné dans l'occidentalisation opérée par les empires coloniaux européens dès le 16^e siècle, et qui, malgré la mondialisation, les échanges touristiques ou les études post-coloniales, influence encore largement les milieux politiques et les médias, même dans certains pays non-occidentaux. Au carrefour de problématiques fondamentales, la question palestinienne ne prend également tout son sens que dans la perspective d'une histoire longue et multilatérale.

Les multiples fronts de la question palestinienne

Un nœud géopolitique, religieux et historique

Le 7 octobre 2023, le Hamas lança une attaque terroriste sur Israël. L'ampleur et la sophistication de l'attaque furent une surprise, mais ce type d'action ne surprit nullement celles et ceux qui n'avaient pas oublié l'existence d'un problème palestinien né en 1948. L'enlisement du processus d'Oslo suite à l'assassinat du Premier ministre Yitzhak Rabin (1995), la normalisation progressive de certains États arabo-musulmans avec Israël, la continuation de la colonisation israélienne en Cisjordanie en violation de tous les accords, la pression démographique dans Gaza, une indifférence complète des diplomaties occidentales relative à un règlement de la question palestinienne, ne pouvaient que provoquer une explosion de violence chez ceux – les Palestiniens – qui se voyaient peu à peu oubliés de tous. Par un triple effet de loupe, d'amnésie et de schématisation, les médias occidentaux ont voulu réduire le contentieux israélo-palestinien à l'attaque du 7 octobre, en effaçant 75 ans d'histoire et toute complexité anthropologique. Si la crise israélo-palestinienne est si importante, alors qu'existent tant d'autres conflits mais qui n'ont ni le même impact ni la même signification, c'est qu'elle se situe à l'intersection de plusieurs fractures historiques, religieuses et civilisationnelles :

- **La fracture colonialisme-décolonisation.** Israël est une vraie démocratie, mais aussi un vrai État colonial, avec tout ce que cela implique en termes de violence (militaire, administrative, judiciaire, voire culturelle) et d'asymétrie radicale entre colonisateurs et colonisés. La résistance multiforme des Palestiniens est aussi le dernier avatar des luttes de décolonisation qui ont rythmé les années 1940-1970. Dans une conférence de presse du 27 novembre 1967, après la guerre des Six jours, Charles de Gaulle disait qu'Israël « organise, sur les territoires qu'il a pris, l'occupation qui ne peut aller sans oppression, répression, expulsions, et il s'y manifeste contre lui une résistance, qu'à son tour, il qualifie de terrorisme. » Tout était dit, et rien n'a changé. Réduire ainsi le Hamas ou le Hezbollah à des groupes terroristes, c'est ignorer la raison historique de leur création, la racine et le contexte

des violences, et adopter un sens unique qui essentialise l'Autre tout en s'aveuglant sur soi. Il n'existe, on le sait, aucune définition précise du terrorisme, car les réalités conflictuelles sont toujours pluridimensionnelles et dans des climats violemment passionnels et polarisés, on devient aisément le terroriste d'un autre. Si telle action peut être qualifiée de terroriste au regard de certains principes éthiques ou juridiques, il importe aussi d'éclairer ses causes, ses intentions et son contexte idéal : non pour la justifier, la disculper ou la relativiser, mais parce que seule une analyse dépassionnée permet, à terme, de trouver des solutions, diplomatiques ou militaires, pertinentes et durables.

- **La fracture monde chrétien-monde islamique.** Depuis l'arrivée de l'islam au 7^e siècle, les musulmans sont perçus comme des ennemis militaires, toujours en guerre pour agrandir la « maison de l'islam », et comme des conquérants prosélytes, menaçant l'identité chrétienne et la culture propre de l'Europe et de l'Occident. Il ne s'agit pas ici de discuter ce qui relève du fantasme (les musulmans d'Occident, « cinquième colonne » du « Grand remplacement » du christianisme par l'islam) ou des invectives politiciennes (les accusations d'« islamo-gauchisme »), mais de constater qu'à bien des égards le conflit israélo-palestinien s'inscrit dans une méfiance occidentale séculaire vis-à-vis de l'Islam. Contrairement à l'islam, le judaïsme n'est pas une religion universelle de salut : on devient facilement musulman, mais on naît juif, et la conversion au judaïsme est un processus aussi long qu'exceptionnel. Par ailleurs, Israël est un pays fortement occidentalisé, dont le socle historique au 19^e siècle venait d'une immigration de juifs d'Europe de l'Est, et donc culturellement européanisés. Par rapport à l'islam, donc, les Occidentaux ne se sentent pas menacés par un prosélytisme juif, de fait inexistant, et peuvent épouser une cause sioniste – même dans sa version religieuse – sans quitter leur christianisme. Par ailleurs, l'importance culturelle des juifs dans l'histoire européenne, comme le caractère occidental d'Israël – et nonobstant l'influence des ultraorthodoxes juifs –, fait que les Occidentaux se pensent apparemment plus proches d'Israël que de n'importe quel pays musulman ; ou, en tous les cas, ils font facilement front commun avec Israël, par-delà un antisémitisme refoulé et malgré la violence coloniale d'Israël, contre un islam perçu comme une menace insidieuse et irréductible.

- **La fracture Occident *versus* Sud Global, pays non-alignés, « Orient ».** Pour des Occidentaux persuadés de leur modèle d'organisation politique et de vie en société, il est souvent à peine concevable que d'autres pensent différemment, que des pays non-occidentaux aient une autre histoire et que les valeurs, les luttes ou les priorités des uns ne soient pas (forcément) celles des autres. Les Occidentaux voient la création d'Israël comme une compensation providentielle au traumatisme de la Shoah, alors que du côté « non-occidental », on perçoit cette création comme une

injustice coloniale de l'impérialisme occidental, créatrice d'autres traumatismes (la Nakba) et emblématique d'un réflexe de mépris pour les populations orientales et musulmanes. La confrontation des points de vue sur la question israélo-palestinienne, entre l'interprétation occidentale sur-représentée et sur-médiatisée, et des points de vue alternatifs, moins diffusés et marginalisés, est là encore révélatrice d'une fracture entre la domination géopolitique des pays occidentaux et la « périphérisation » de pays non-alignés, victimes ou non des colonialismes et impérialismes occidentaux.

- **La fracture mémorielle, informationnelle, historiographique.** Lorsque des musulmans répètent que la Shoah est une histoire européenne et qu'aucun camp de concentration n'a jamais ensanglanté une terre moyen-orientale, ces propos – strictement factuels – révèlent l'écart fondamental des histoires et les différences de conscience historique. Il est un négationnisme fréquent en Iran et dont le président Ahmadinejad s'était fait le porte-voix en qualifiant la Shoah de mythe. Peu informé de l'histoire, ce négationnisme entend fondamentalement contester l'exclusivisme occidental de l'histoire et de son interprétation. Pour les Iraniens, qui ne sont pas tous négationnistes, la Shoah est quoi qu'il en soit une histoire juive et européenne, non iranienne. Ils voient dans l'absolutisation de la souffrance juive une monopolisation historiographique qui conduit à voiler les souffrances de tous les autres, des Iraniens eux-mêmes – la guerre Iran-Irak, ou les souffrances longtemps tues des Deux Guerres mondiales – comme de la douleur ghettoïsée des Palestiniens. L'omniprésence du point de vue israélien dans les médias, les politiques, les diplomaties ou les universités occidentales, est ainsi perçu comme un accaparement occidental de l'histoire, avec ses racines et ses conséquences culturelles, stratégiques et (géo)politiques. L'occidentalisation, de fait, ne consiste pas seulement à diffuser partout sur la planète des idées politiques (démocraties libérales), des technologies (Internet), des types d'économie (capitalistes) ou des modes de consommation (Coca-Cola & Cie) : c'est aussi, parfois subtilement, imposer un sens de l'histoire occidentalocentrique, qui fait de l'histoire occidentale, de son écriture et de ses interprétations, une norme de connaissance, la mesure d'un sens de l'Histoire et une référence herméneutique des événements. Depuis des décennies, les universités proposent des écritures de l'histoire non-occidentalocentrique et postcoloniales, mais ces travaux, à en juger par les décisions politiques et les positionnements diplomatiques occidentaux, ont en définitive très peu d'impact. Rien ne sert, d'ailleurs, de lire des livres : encore faut-il les assimiler pour que la connaissance d'autres cultures ne soit pas un catalogue de dates et de faits, mais une capacité de comprendre une autre culture de l'intérieur et dans son histoire propre.

L'Iran propalestinien et anti-impérialiste

Depuis 1979, l'Iran a renversé le paradigme diplomatique du roi Mohammad-Reza Pahlavi. Au nom d'une politique panislamique et d'une conscience anti-impérialiste, l'Iran a pris la défense des Palestiniens contre la colonisation israélienne. Il a, corrélativement, délégitimé l'État israélien, qualifié dorénavant d'« État sioniste », qu'il considère comme un pays abusivement créé par l'ingénierie impérialiste occidentale, autolégitimé par une instrumentalisation moderniste du judaïsme et anachronique de l'Ancien Testament, et alimenté par une violence expansionniste sans loi ni limites.

Dès les années 2000, on s'est plu à imaginer que l'Iran cherchait à acquérir une bombe nucléaire pour effacer Israël de la carte, ce qui n'avait aucun sens ni militairement ni politiquement, et contrevenait du reste à des impératifs religieux, coraniques et théologiques. L'Iran souhaite la dissolution de l'État colonial d'Israël, non l'anéantissement des juifs. Les Iraniens, en tant que musulmans, sont par ailleurs tenus de respecter les juifs, puisque le Coran oblige au respect du judaïsme. Dans la théologie chiite, enfin, la guerre défensive est prescrite, la guerre offensive est interdite, car seul un Imam, héritier du Prophète Muhammad, peut la déclarer. Or, le douzième Imam, l'Imam Mahdi, a disparu en 941, et reviendra seulement à la fin des temps : en son absence, les religieux ne sauraient prendre l'initiative d'une guerre, ne pouvant avoir ni l'autorité ni la connaissance de l'un des douze Imams historiques. De fait, l'antisémitisme est largement répandu en Iran, et si ce dernier peut cacher une forme d'antisémitisme, un discours dominant condamne le colonialisme israélien sans vouloir attenter à la vie des juifs ou rejeter le judaïsme.

Il existe toujours une communauté juive en Iran, principalement à Téhéran, aujourd'hui réduite à quelques milliers d'âmes, mais héritière d'une histoire millénaire au Moyen-Orient. Des éléments de l'histoire antique de l'Iran ponctuent l'Ancien Testament (*Le Livre d'Esther*), et l'époque musulmane a vu fleurir une culture judéo-persane remarquable. À l'époque Pahlavi, il y eut de très bonnes relations (peu officielles) entre Israël et l'Iran. Les années 1950 virent même la mise en place d'une collaboration sécuritaire entre Israël, l'Iran et la Turquie (l'organisation Trident), visant à contrer l'influence du panarabisme. Les Iraniens et les Israéliens ont en partage plusieurs traits culturels : ni arabes ni turcs, ils représentent une forme d'exceptionnalité culturelle au Moyen-Orient, partageant une histoire ancienne (en large partie diasporique pour les juifs) et une analogue complexité philosophique et culturelle (la pensée juive et la philosophie persane). Même d'un point de vue religieux, il est une forme de proximité entre les juifs, peuple élu martyrisé au cours de l'histoire, et les chiïtes, revendiquant la pratique du vrai islam originel, et pour cette raison même persécutés par la majorité sunnite.

Le renversement géopolitique vis-à-vis d'Israël amorcé à la Révolution est de nature religieuse (la défense des Palestiniens musulmans contre un colonialisme sioniste), même si des différences ethniques et culturelles séparent les chiites iraniens, d'origine indo-européenne, et les Palestiniens, arabes et sunnites. La défense des Palestiniens s'inscrit aussi dans un combat contre un occidentalisme prédateur, et qui se nourrit de l'expérience historique des Iraniens depuis le début du 19^e siècle, de l'impérialisme anglo-russe en Perse au renversement du Premier ministre Mossadegh par la CIA (1953). Tous les Iraniens ne partagent pas ce combat, même si tous revendiquent une forme de souverainisme national et culturel. « Ni Palestine ni Liban » est un slogan régulier depuis les années 2000 chez ceux qui entendent placer l'Iran au premier rang des préoccupations.

Il faut toutefois se méfier tant des préventions que d'une candeur interprétative. Que le gouvernement iranien ait pu instrumentaliser le conflit israélo-palestinien dans la politique nationale ou dans sa diplomatie internationale ne saurait travestir l'empathie réelle pour la cause palestinienne et les convictions de ses défenseurs, et que l'on réduit bien trop facilement à de l'idéologie ou à des calculs politiques. Minorité souvent menacée en islam, les chiites éprouvent une authentique compassion pour des peuples opprimés par une puissance supérieure. D'autre part, si beaucoup d'Iraniens attribuent les tensions avec Israël au choix d'une défense combative des Palestiniens au détriment d'un réalisme diplomatique, on peut aussi comprendre que la diabolisation de l'Iran anti-impérialiste participe également d'une guerre médiatique et d'un opportunisme propagandiste. L'Iran n'est pas le premier pays à se positionner contre un colonialisme, mais le soutien iranien au Hezbollah, créé en 1982 à la suite de l'invasion israélienne du Sud-Liban, est pain bénit pour qui veut, par un raccourci frappant mais malhonnête, faire de l'Iran un sponsor du terrorisme international. Or, redisons-le, il y a, derrière les pressions diffamatoires, économiques ou militaires sur l'Iran, l'enjeu fondamental du contrôle du Moyen-Orient, que les États-Unis ont en partie perdu à la suite de la Révolution islamique de 1979 et qu'ils vont certainement perdre plus encore avec la guerre actuelle.

On a longtemps considéré l'Iran et Israël comme deux ennemis intelligents, c'est-à-dire comme deux pays dont les instances dirigeantes et militaires se connaissent suffisamment pour ne pas franchir des lignes rouges et s'engager dans des aventures militaires irrémédiables. Les guerres israélo-iraniennes ont démontré, non que l'assertion fût fautive, mais que Benyamin Netanyahu, politiquement influent depuis 1996, a changé significativement la politique en Israël. La société israélienne elle-même a changé, notamment en raison des mutations politiques comme des émigrations d'Israéliens ne pouvant plus vivre en Israël et de l'immigration en Israël de juifs au sionisme plus radical. Les guerres de 2025 et 2026 ont aussi

démystifié jusqu'à un certain point le Mossad, tout en révélant une capacité iranienne que, par préjugés, on sous-estimait ou dénigrait. Expérimenté pour mener d'extraordinaires opérations techniques, le Mossad a pourtant été incapable de comprendre la société iranienne et la nature de la gouvernance en Iran : cette ignorance ou cet aveuglement sont la cause essentielle de ses échecs, des tentatives de subversion de la population iranienne contre son gouvernement, aux guerres voulant renverser le « régime iranien » et balkaniser le pays.

Après 47 ans de tensions et deux guerres, alors que Gaza est en ruines et la Cisjordanie en proie à une colonisation brutale et inique, que peut-on espérer d'une issue diplomatique ? Au risque de paraître naïf au milieu de tant de voix promouvant une eschatologie de la puissance, il n'est pourtant de solution durable que politique, même inscrite dans une nouvelle « guerre froide » et un équilibre de tensions économique-militaires. Idéalement, pour cela, il faudrait revenir au droit international et à l'égalité juridique des États. Réduire d'un côté l'exceptionnalité d'Israël, à la croisée d'une tragédie abominable (la Shoah), d'une volonté de survie inaltérable, d'une identité religieuse (le « Peuple élu ») et d'un choix d'alliance géostratégique (Israël, seul état occidental du Proche-Orient), et qui lui permet de violer, avec le silence ou même la bénédiction de ses alliés, tous les droits, ceux de la guerre ou du droit humanitaire, comme les résolutions de l'ONU. De l'autre, reconnaître à l'Iran, pays sous sanctions depuis des décennies, le plein statut d'un État souverain, ni paria ni « voyou », et le réintégrer dans un dialogue diplomatique égalitaire et juridiquement fondé.

La création d'un État palestinien, pourtant plus incertain que jamais, apparaît comme l'une des rares solutions à un nœud gordien aux enjeux multiples et aux paramètres souvent inconciliables. Les initiatives de Donald Trump pour Gaza, qui imposent une solution néocoloniale à un problème colonial, n'ont aucune pertinence, ni historique, ni juridique, ni politique. Si Israël ne disparaîtra pas, comme le souhaitent certains dirigeants iraniens, l'Iran ne sera pas réduit en cendres ni même affaibli significativement, comme l'espèrent des dirigeants israéliens. En un sens, l'avenir d'Israël, condamné par certains de ses dirigeants à une guerre perpétuelle, est plus préoccupant que celui de l'Iran, pays millénaire qui s'est relevé de toutes les invasions. Plus préoccupant encore est une montée de l'antisémitisme, alimenté par les crimes génocidaires commis à Gaza, les révélations du dossier Epstein, l'emprise israélienne sur le président Trump (via son gendre et sa fille) ou les partis pris outrancièrement pro-israéliens des médias, et contre lequel des censures ou des condamnations judiciaires seront bien moins efficaces qu'une justice internationale et une équité diplomatique. L'avenir est imprévisible, mais

l'on peut au moins penser que tous les scénarios envisagés actuellement pour Gaza – occupation israélienne, tutelle internationale, plan de paix par phases, etc. – seront remis en question sinon remis en jeu par l'équation posée par la fin de la guerre.

Conclusions - Que diront encore les médias de l'Iran ?

À la suite de l'invasion américaine de l'Irak en 2003, les médias avaient affronté une crise de crédibilité majeure, particulièrement aux États-Unis, en raison de leur couverture largement favorable à la guerre et plus proche de la propagande que de l'information. En sera-t-il de même après cette guerre, alors que la plupart des médias ont – diversement – épousé le bellicisme israélo-américain, manqué à un sens critique élémentaire, entretenu une vision partielle et mensongère de la situation ? On peut espérer des remises en question partielles, sans se faire d'illusion sur le système médiatique et ses acteurs. Reste que, pour l'étude des médias, l'Iran demeure le « case study » le plus remarquable qui soit. Il n'est pas d'autres exemples dans l'histoire contemporaine d'un pays qui ait fait l'objet de campagnes médiatiques de désinformation et de manipulation aussi longues et constantes, aussi influentes dans l'imaginaire collectif, aussi violentes dans ses conséquences.

Depuis la Révolution islamique, l'Iran a été sous le coup d'une construction médiatique massivement négative, et les éclaircies ont été rares : ce furent le premier mandat du président réformateur Khatami en 1997-2001, avant que le président George W. Bush ne classe l'Iran dans un « Axe du mal » (2002), puis les deux années ayant suivi l'accord (JCPOA) sur le nucléaire iranien de 2015. Des procédés qui ont enfermé l'Iran dans une vision réductrice, on peut étudier les variantes et les refrains au long des décennies :

- Dire que l'Iran est complexe, tout en le rapetissant aux analyses les plus étriquées, aux schémas les plus simplistes, aux informations les plus datées.
- Enfermer l'Iran dans des vocabulaires – « régime », « théocratie », « islamisme » ou « dictature » – afin de court-circuiter toute tentative développée d'explication, sentimentaliser le débat, subvertir toute nuance, entretenir la confusion entre l'islamisme terroriste de l'État islamique (Daech) ou d'Al-Qaïda et la République islamique.
- Voir « des mollas » partout, même là où ils ne sont pas, et même lorsque les politiques menées ou les réalités envisagées n'ont rien de religieux.

- Ne jamais considérer l'État iranien comme un État normal, mais toujours idéologiser ses actions : voir du populisme quand il construit des routes ou qualifier d'islamistes ses diplomaties même les plus séculières.
- Confondre l'Iran avec l'Irak ou l'Afghanistan, suivant un bon vieux principe orientaliste : en Orient, toute est pareil.
- Dénoncer la « mafia » et les « marchés noirs » des Gardiens de la Révolution, en oubliant que l'embargo interdit illégalement à l'Iran de se procurer légalement des biens et des services.
- N'interroger que les femmes voulant enlever leur hidjab, en ignorant la majorité des femmes qui, en Iran, et pour des raisons diverses (religieuses, culturelles, patrimoniales, nationalistes, etc.), aiment et veulent porter le hidjab, vêtement traditionnel millénaire de l'Orient.
- Dénoncer le double jeu des négociateurs iraniens, sans (vouloir) comprendre que le contexte et les règles mêmes de la négociation, sur le nucléaire ou sur la paix, sont biaisés.
- Interroger la diaspora iranienne sur l'Iran, sans se poser la question de ce que pensent les Iraniens d'Iran à la fois de leur pays et de cette diaspora.
- Faire de l'Iran un État intrinsèquement agressif, alors que depuis le pillage de Delhi par Nader Shah en 1739, l'Iran (la Perse) n'a attaqué aucun de ses voisins : les guerres russo-iraniennes (1804-13 et 1826-28) sont dues à l'expansionnisme de l'Empire tsariste, et au 20^e siècle, c'est Saddam Hussein (peut-être influencé par les États-Unis et d'autres pays) qui a attaqué l'Iran à l'automne 1980.
- Retenir des événements de fin décembre 2025-début janvier 2026 que le « gouvernement iranien tire sur sa population », en évitant soigneusement d'évoquer le climat insurrectionnel provoqué par le Mossad et la CIA.

Dans le rendu médiatique actuel du conflit, ces clichés sont encore amplifiés par une fabrication du réel fantasmatique, alimentée par les utopies américano-israéliennes. On trouvera ici ou là des préjugés anciens. Il s'agit d'écrire que les États-Unis ont bombardé des installations iraniennes, mais de souligner que les Iraniens *affirment* avoir bombardé des sites israéliens ou américains : les déclarations occidentales sont prises au premier degré, celles des Iraniens sont toujours mises entre guillemets, car évidemment les Occidentaux ne peuvent pas mentir alors que les Orientaux ne savent pas dire la vérité. Par une distorsion complète des événements, l'Iran est présenté comme l'éternel agresseur, même s'il est agressé, même quand il se défend.

Des Iraniens de la diaspora ou réfugiés en Turquie, il ne faut relayer que les paroles belliqueuses, pour lesquelles la guerre est « le seul moyen de changer le régime » et pour lesquelles il faut aller jusqu'au bout pour « finir le travail ». On parlera technique, logistique ou statistique lorsqu'il est question de bombardements américano-israéliens, pour ne pas devoir mentionner les milliers d'infrastructures civiles détruites en Iran et éluder les implications morales de ces frappes, autrement dit les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité (le bombardement, délibéré, de l'école de Minab).

Certaines mises en scène relèvent de la censure militaire classique : parler des destructions en Iran, éventuellement dans les pays du Golfe, mais presque jamais en Israël, si ce n'est pour les minimiser ou pour faire de l'initiateur du conflit (Israël) une victime ; évoquer les milliers de frappes sur l'Iran, sans jamais interroger leur efficacité ou leurs succès ; mettre en exergue les victimes israéliennes, mais anonymiser les morts iraniens. Sur les plateaux de télévision ou dans les journaux, on interroge seulement les « experts » ou les « spécialistes » dont le paradigme est le « régime iranien », le narratif le « changement de régime » et la prospective la « libération des Iraniens ». On s'arrangera pour que l'analyse plus nuancée d'un intervenant soit minoritaire, désavouée par d'autres spécialistes, réduite à un « témoignage », ou subtilement rejetée pour son manque d'empathie face à l'expérience d'une Iranienne dénonçant l'oppression religieuse des mollahs. Pour parler de ce que l'on pense être l'Iran, rien ne vaut les sentences – toujours les mêmes depuis des décennies – d'une diaspora d'opposition, qui pourtant n'est qu'une voix parmi des millions, volontiers déconnectée de l'Iran et des Iraniens d'Iran, et qui souvent ne représente qu'elle-même.

C'est donc dans des médias alternatifs, comme The Grayzone aux États-Unis ou des podcasts comme Danny Haiphong, Deep Dive, Dialogue Works, Glenn Diesen, Judging Freedom ou Neutrality Studies, que l'on trouvera des analyses critiques pertinentes. C'est du reste dans ces médias que l'on a pu entendre, depuis l'automne dernier, l'annonce et la quasi « prédiction » de ce qui se déroule sous nos yeux : le déclenchement d'une guerre totale, un embrasement régional, une escalade rapidement hors contrôle, l'absence dans l'administration américaine de plan de sortie – et même de plan tout court. Ce qui démontre *a contrario* que la vision promue par les médias *mainstream* participe largement et parfois exclusivement d'une guerre informationnelle fondée sur l'ignorance, des batteries de préjugés et la construction idéelle d'un ennemi (l'Iran) à abattre. Pour celles et ceux – universitaires, penseurs, témoins – attachés à une compréhension multilatérale des événements, le climat est assurément mauvais. Faire de l'histoire est devenu un sport dangereux : tenter une « neutralité » analytique vous expose à l'inimitié de tous les camps, alors que vouloir rééquilibrer les débats vous précipite sous le feu

direct des thuriféraires de la guerre et du « *regime change* ». Essayez d'éclairer le conflit russo-ukrainien sur le temps long (de Kyiv, capitale de la Rus', aux accords de Minsk en 2014), et vous serez qualifiés d'agent russe. Rappelez que le conflit israélo-palestinien remonte à 1947-48 (ou même bien avant), et vous serez traités d'antisémite ou rendus coupables de nourrir l'antisémitisme. Valorisez une vision pluridimensionnelle de l'Iran, et on vous accusera de « défendre le régime iranien ».

La guerre actuelle aura montré qu'elle fut totale dans tous les sens du terme : conflit régional aux conséquences économiques mondiales, elle est aussi un conflit de connaissances, de visions du monde, de partages de l'information. Pour un historien, il est tentant de rationaliser les événements et les décisions politiques, mais il apparaît bien que le lancement de cette guerre par Donald Trump s'est fait sur une combinaison de mensonges, de manipulations, d'impulsivité et de stupidité. L'historien Christopher Clark parlait de somnambulisme pour caractériser l'enchaînement complexe des causes ayant mené au déclenchement de la Première Guerre mondiale. On pourra reprendre la même expression, en mentionnant également un écart quasi hallucinatoire entre les discours (médiatiques, politiques) et les réalités et une pratique du mensonge d'État (états-unien) d'une ampleur inédite. En cela, cette guerre est un fait marquant dans la mutation de l'ordre international comme de la conscience que l'on peut en avoir.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse L'Iran Israël ÉTATS-UNIS Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI)